RÉPUBLIQUE FRANCAISE

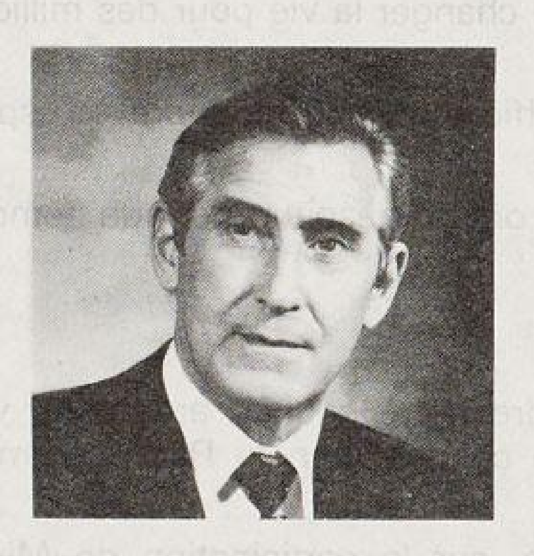
DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978 - 2e CIRCONSCRIPTION DE LAGNY-CHELLES



Gérard BORDU
Député - Maire de Chelles
Vice-Président du Parlement Européen
Conseiller Général
CANDIDAT
du Parti Communiste Français

agissons ensemble pour l'union pour le changement



Lionel HURTEBIZE
Conseiller Général
Maire de Champs

Madame, Monsieur,

Parlons franchement

Devant les difficultés qui assaillent journellement de nouvelles familles, vous pouvez vous poser la question : "Où passent donc les richesses de notre pays ?"

Que ce soit à Chelles, à Lagny, à Champs, à Othis, à Claye et à Villeparisis ; que ce soit dans les Cités H.L.M. ou dans les zones pavillonnaires, l'injustice est devenue la règle générale. La "Misère Moderne" y cotoie en permanence l'apparence du progrès social.

A côté de la voiture, de la télé, du pavillon, les loyers, les traites ou les remboursements prennent un retard parfois dramatique. C'est le résultat de la politique des Giscard - Barre - Chirac et leurs compères.

Oui, un Français sur trois vit mal !

Au nom de la justice, il est temps que cela change vraiment.

c'est possible

Regardez à Chelles, à Champs, à Brou, à Mitry, à Villeparisis, à Compans et à Saint-Mard, les Communistes dirigent les municipalités. Cela va plutôt mieux pour les travailleurs, pour les personnes âgées et celles qui éprouvent les pires difficultés. Il en ira de même pour tous lorsque les communistes auront des Ministres dans un Gouvernement de Gauche.

Alors, et seulement alors, il deviendra possible d'agir contre les inégalités et les injustices devenues insupportables.

Une grande politique sociale qui réponde à vos souhaits sera appliquée. Elle devra être mise en œuvre dès Avril et comprendre des mesures immédiates dont par exemple :

— **le SMIC à 2400 Francs**
— **le minimum vieillesse** à 1300 francs par mois et autant pour **les handicapés adultes**
— 50 % de plus pour les **Allocations familiales** dès 1978 et le versement au premier enfant
— allocation aux **femmes seules** sans ressources et ayant des enfants à charge
— **Sécurité Sociale :** remboursement à 80 % et 100 %
— garantie des revenus des **agriculteurs exploitants**
— satisfaction des revendications des **Anciens Combattants et Victimes** de toutes les guerres
Réparation des préjudices subie par les **rapatriés**
— création de 500.000 emplois nouveaux dès la première année... le droit au travail étant la première des libertés que doit assurer une nouvelle démocratie.

Ces mesures et d'autres couteront 147 milliards - est-ce trop ? - l'argent existe

Les grandes familles, PEUGEOT, PECHINEY, BETTENCOURT etc... ont un revenu annuel qui oscille entre 450 millions et 750 millions. Dassault décide un beau jour de février, de s'octroyer 9 milliards d'A.F. de dividendes. 10 % des familles se partagent le tiers du revenu disponible en France, soit plus de 400 milliards. Elles en ont placé autant en Suisse. L'argent ne manque pas.

En proposant d'imposer le capital et les grosses fortunes, de lutter contre les gaspillages ; de porter la croissance économique à 6,8%, de nationaliser les 9 groupes industriels, les banques, et leurs filiales, les Communistes dégagent une somme de 207 milliards. La différence entre 207 et 147 permet de déduire qu'il y a de quoi aider les P.M.E. qui se trouveraient en difficulté de trésorerie dès le début d'une politique nouvelle. Cette aide s'opposera aux fermetures des P.M.E. et aux licenciements qui risqueraient d'en découler.

Quelle différence avec nos camarades socialistes ?

D'après le chiffrage publié par leurs soins en février 1978, leurs propositions d'imposition du capital et des grosses fortunes rapporteraient 13 milliards. Les nôtres rapporteraient 60 milliards. Faut-il ajouter que le Parti Socialiste promet à tous les industriels -même aux riches- une prime de 200 F par salarié.

Cela représente 27 milliards, soit 2 fois plus que ce qu'il entend prendre sur leurs profits. Qui va payer ce cadeau ? les travailleurs ? l'ensemble des salariés ? Celà n'est pas l'application du Programme Commun.

F. Mitterrand envisage de nationaliser à partir de 1980. Il faut admettre que dans ces conditions une politique proclamée nouvelle sans moyens nouveaux, c'est la continuité, ce n'est pas le changement. Or la démocratie doit aussi pénétrer les entreprises.

Parlons franchement

Œuvrer pour le changement, ce n'est pas s'apitoyer sur le malheur des gens, c'est agir afin de préparer des jours meilleurs.

Quels mots faut-il inventer,

pour convaincre nos partenaires socialistes que l'essentiel ne consiste pas à gérer les difficultés, que ce qu'il faut, c'est créer toutes les conditions : sociales, économiques, fiscales, démocratiques, qui permettront de changer la vie pour des millions de français.

Quel homme de cœur, quel chrétien, quel athée restera insensible à cette situation si difficile afin de répondre à l'espoir de ceux qui voyaient poindre la possibilité d'autre chose... enfin.

Pensons-y : des millions de français ne peuvent plus attendre, les jeunes en particulier. Ils ont un besoin urgent de démocratie et de liberté.

Il n'est pas trop tard pour gagner ensemble

Au moment ou ce message vous est adressé, veuillez Madame, Monsieur, comprendre notre souhait ardent de voir F. Mitterrand répondre enfin aux propositions solennelles de négociation que lui adresse chaque jour, le Parti Communiste Français.

Si à l'heure où vous lisez cette circulaire un accord est intervenu sur le programme, sur la participation de Ministres Communistes au Gourvenement et sur les désistements, nous nous en féliciterons ensemble. Si cet accord n'est pas intervenu, vous devez tout faire pour l'exiger : en votant massivement le 12 mars pour les candidats Communistes, vous pouvez imposer la négociation pour le 13 mars, et ouvrir ainsi la voie au succès du 19 mars.

Préserver l'indépendance nationale

C'est dire aux **Carter, Schmidt, Callaghan et Soarès** qu'ils s'occupent des affaires pas si brillantes de leur pays. La souveraineté de la France lui permettra de décider d'une solide coopération internationale.

Tout cela dépend de vous
Faites du 12 mars une grande pétition nationale pour exiger l'union et le vrai changement.

Vous le savez d'expérience, l'Union marche d'autant mieux que les Communistes disposent d'une solide influence, de sorte que même si vous hésitez à voter communiste, faites le pour faire progresser l'union et pour ouvrir la voie au progrès.

Vous ne l'avez pas regretté dans le passé

Votez dès le 12 mars pour votre député qui vous fait confiance, qui est seul placé pour gagner le changement face aux candidats du pouvoir.

Votez Gérard Bordu
et Lionel Hurtebize

Vu : Le Candidat.

IMP. P. GRANGE -